

Communiqué de la Coordination de Vigilance du GHU H.Mondor/A.Chenevier

Créteil, le 5 Juin 2019

LE 13 JUIN À MIDI, DEVANT LA PREFECTURE DU VAL-DE-MARNE, LA COORDINATION APPELLE À EXIGER L'OUVERTURE D'UN DÉBAT SUR L'AVENIR DE LA GÉRIATRIE DANS LE VAL-DE-MARNE ET À L'AP-HP !

Depuis des mois, la Coordination, forte de ses nombreux soutiens, a suscité un mouvement qui, visiblement, commence à ébranler la Direction générale de l'AP-HP et celle de l'Agence régionale de la Santé(ARS) d'Ile de France.

Nous avons aujourd'hui confirmation, que les mesures qui devaient être mises en œuvre fin juin, ne le seront pas, admettant que « la charrue avait été mise avant les bœufs », reconnaissant que les suppressions de lits pour raisons économiques avaient été décidées avant même qu'il y ait un projet médical, des promoteurs pour la construction d'EHPAD et qu'une réflexion n'ait été menée avec les premiers intéressés.

Plusieurs rencontres entre d'une part, l'APHP et les syndicats, et d'autre part, l'ARS et le Conseil Départemental, ont montré à quel point nous avons bien eu raison de réagir, toutes et tous ensemble pour exiger un moratoire et l'ouverture d'un débat avec ces responsables. Force est de constater que malgré la légitimité de notre coordination, l'ARS n'a toujours pas daigné répondre à nos demandes de rendez-vous, exprimées pourtant par plusieurs parlementaires. Visiblement le Dialogue social ne fait pas parti de leurs pratiques !

Néanmoins, de ces rencontres, nous prenons acte :

- Qu'il n'y aura à court terme aucune suppression de lits de Soins de Longue Durée (SLD), et plus généralement, bien moins qu'annoncé dans le Val-de-Marne comme dans le reste de l'Ile-de-France(IDF)
- Que le chiffre avancé, de 1200 lits supprimés en IDF, ne correspondait à aucune étude de besoins
- Qu'il faut trouver un opérateur public pour les « EHPAD » à construire avant toute suppression de lits SLD, mais aussi créer un centre de santé hospitalier au sein de l'Hôpital E.Roux et un vrai service d'Hospitalisation à domicile (HAD)
- Que la rénovation et l'Humanisation du bâtiment abritant les SLD, est une exigence, et que l'ampleur de ces travaux dépend des moyens que l'AP-HP n'a pas, et c'est la vraie raison des suppressions de lits dans ce cadre
- Qu'il n'est pas question de suppression d'emplois, tant les besoins de personnels en gériatrie sont importants.

Autant de sujets et de préoccupations qui nous animent depuis le début de la mobilisation syndicale associée à celle de la Coordination prenant en compte la situation de l'Université, des Urgences et d'autres services hospitaliers, rendent plus que jamais indispensables *des Etats Généraux de l'Hôpital et du Médico-Social*, dans le Sud de notre région.

C'est ce que nous dirons au Préfet, représentant du Gouvernement, lors de l'audience que nous avons demandée à l'occasion de notre rassemblement du 13 juin prochain à midi devant la Préfecture à Créteil.

Nous invitons à signer la pétition, sur : <http://chnng.it/97tNrXCKNb>